

UN CLIMAT DE GUERRE

Les conséquences économiques et politiques des changements climatiques peuvent devenir de nouveaux motifs de conflit entre les nations.

PAR FEN OSLER HAMPSON

S I L'ON EXCLUT LA GUERRE NUCLEAIRE, le rythme sans précédent des changements climatiques qui se produiront au cours du prochain siècle constituera la pire des menaces pour l'humanité. Telle était la principale conclusion formulée à l'issue d'une conférence internationale intitulée *L'atmosphère en évolution : implications pour la sécurité du globe*, qui s'est tenue à Toronto en juin dernier. Plus de trois cents scientifiques et décideurs qui représentaient quarante-huit pays, des organismes de Nations-Unies pour l'environnement et de l'Organisation mondiale de la météorologie. Avant la conférence de Toronto, la Commission Brundtland avait publié un rapport intitulé *Our Common Future*, et le Protocole sur la couche d'ozone avait été signé à Montréal par vingt-quatre pays en septembre 1987.

La conférence portait sur les façons dont les changements climatiques influenceront sur l'avenir de l'humanité et elle visait à définir des objectifs fondamentaux à partir des découvertes scientifiques, objectifs qui pourraient servir de points de repère lorsque des décisions politiques urgentes s'imposeront. La conférence a réaffirmé l'opinion de plus en plus répandue chez les scientifiques et les écologistes relativement à l'influence que l'être humain exerce sur l'équilibre chimique de l'atmosphère et qui menace sa survie même : à cause de l'usage de combustibles fossiles, qui rejettent du gaz carbonique dans l'atmosphère, et de l'accumulation d'autres gaz, dont l'ozone, les oxydes azotés,

méthane, l'atmosphère terrestre se pollue rapidement. La concentration grandissante de ces gaz, qui créent un effet de serre en emprisonnant les radiations solaires et en provoquant ainsi une augmentation des températures à la surface de la terre, causera probablement une hausse de la température superficielle moyenne de la planète d'environ 1,5 à 4,5 degrés centigrades d'ici le milieu du prochain siècle. On observera sans doute des variations régionales prononcées du degré de réchauffement. Aux latitudes plus élevées, le phénomène sera deux fois plus marqué qu'à la hauteur des tropiques. Par ailleurs, le réchauffement modifiera la quantité et la répartition des précipitations ainsi que les mouvements marins et la circulation des courants atmosphériques. L'usure de la couche d'ozone causée par les fluorocarbures chlorés dans la haute stratosphère donnera lieu à une intensification des rayons ultraviolets nuisibles, ce qui menacera directement de nombreuses espèces biologiques, dont les humains qui souffriront davantage du cancer de la peau et de dommages aux yeux.

D'après les faits établis à la conférence, le réchauffement de la planète et l'usure de la couche d'ozone modifieront le niveau des précipitations et entraîneront une hausse du niveau de la mer; ce sont là les pires effets à prévoir, et ils menaceront la sécurité mondiale, l'économie internationale et l'environnement naturel. Le compte rendu final de la conférence conclut que ces changements, combinés aux effets de la croissance démographique rapide dans de nombreuses régions du globe :

- mettront en péril la santé et le bien-être de la race humaine;
- porteront atteinte à la sécurité alimentaire de la planète en faisant fluctuer encore davantage la production agricole et en accroissant

l'incertitude à cet égard; notamment dans de nombreuses régions vulnérables;

- aggraveront l'instabilité politique et les risques de conflits internationaux;
- compromettront les chances d'en arriver à un développement économique soutenu et de réduire la pauvreté;
- risqueront d'entraîner l'extinction d'espèces animales et végétales dont l'être humain dépend pour sa survie.

IL EST CLAIR QU'UNE NOUVELLE éthique mondiale et la mobilisation internationale des ressources, rien de moins, seront nécessaires pour faire face à la menace grandissante que représentent les changements climatiques. Madame Gro Harlem Brundtland, premier ministre de la Norvège, a défini comme il suit en quoi le défi consiste :

Il faut aborder les questions propres à l'environnement et au développement dans une nouvelle perspective politique, en vertu de laquelle les programmes économiques et financiers, commerciaux et extérieurs ainsi que ceux concernant l'énergie, l'agriculture, l'industrie et d'autres secteurs viseront à favoriser un développement valable non seulement du point de vue économique, mais aussi sur le plan écologique... Il faut redonner de la vigueur à la coopération internationale. Il importe d'accroître l'aide au développement et les prêts consentis au tiers-monde, et de résoudre la crise de la dette extérieure. Le but ultime doit être de façonner de nouveaux rapports économiques fondés sur des échanges commerciaux équitables, et d'amorcer une nouvelle ère de croissance axée sur l'amélioration des ressources, et non sur leur détérioration. Il faut amener les nations à reprendre les négociations sur les questions d'intérêt mondial,

après des années où le véritable multilatéralisme a été laissé pour compte.

Parmi les mesures immédiates que les participants à la conférence ont recommandé de prendre, citons les suivantes :

- que tous les signataires du Protocole de Montréal sur les substances détruisant la couche d'ozone ratifient immédiatement cet instrument, et que l'on prenne d'autres mesures pour limiter les halocarbures qui portent atteinte à la couche d'ozone;
- que l'on adopte des politiques énergétiques pour réduire considérablement les émissions de gaz carbonique et que les pays industrialisés riches se fixent comme premier objectif de réduire de 20 p. 100 d'ici 2005 les niveaux de pollution observés en 1988;
- que l'on entreprenne la rédaction d'une convention-cadre qui pourra servir de modèle pour l'élaboration de protocoles sur la protection de l'atmosphère;
- que l'on accroisse les budgets consacrés à la recherche sur les changements climatiques ainsi qu'à l'accumulation et au transfert des connaissances sur les sources d'énergie renouvelables, notamment pour aider les pays en développement;
- que l'on adopte des politiques pour réduire le déboisement et que l'on vote des crédits pour soustraire les pays en développement aux effets économiques néfastes des changements environnementaux.

CEPENDANT, UN MESSAGE ENCORE plus important s'est dégagé de la conférence, à savoir que les changements climatiques représentent une menace de taille pour la sécurité internationale. Les conséquences socio-économiques et politiques des changements environnementaux seront telles qu'elles risqueront d'intensifier les conflits politiques et militaires non seule-